



LETTRE OUVERTE AU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA NOUVELLE-CALEDONIE

Nouméa, le 12 décembre 2023

A l'attention de **Monsieur Louis MAPOU**
Président du gouvernement de la
Nouvelle-Calédonie

Nos réf : 2023-12-11382

Objet : Appel à la réévaluation des mesures fiscales et au sauvetage des industries métallurgiques en Nouvelle-Calédonie.

Monsieur le Président,

Nous nous permettons de porter à votre attention les préoccupations cruciales qui affectent douloureusement le tissu économique de la Nouvelle-Calédonie.

Les mesures fiscales actuellement mises en œuvre par le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie (taxe sur le sucre, les plus-values immobilières, réforme de l'IRPP...) soulèvent les plus vives inquiétudes, notamment dans le contexte particulièrement anxiogène de défaillance de notre filière métallurgique, qui pourrait avoir des répercussions dramatiques sur l'ensemble de notre tissu économique.

Il est alarmant de constater que ces mesures persistent malgré la reconnaissance antérieure par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, lors du **Forum Perspectives**, de l'inefficacité d'une augmentation isolée de la pression fiscale pour résoudre les défis budgétaires, forum qui laissait cependant espérer la mise en œuvre d'un dialogue constructif sur une véritable politique de relance économique via la fiscalité.

La situation actuelle des trois usines métallurgiques est préoccupante et leur survie à très court terme est en jeu. Les premiers signes de difficultés financières, tels que

l'incapacité de la SLN à régler ses charges sociales et les restrictions de sous-traitance par Prony Ressources, préfigurent une crise imminente.

La déclaration de Glencore de cesser le financement des opérations de KNS après la fin février 2024 « si aucune nouvelle solution de financement n'était identifiée » pourrait également entraîner l'arrêt de l'usine du Nord.

La défaillance des usines métallurgiques aurait des conséquences cataclysmiques. Les estimations de l'Inspection Générale des Finances indiquent que cela mettrait la CAFAT dans l'incapacité de remplir ses engagements, avec un impact financier estimé à plus de 31 milliards CFP. La Nouvelle-Calédonie perdrait 4 points de PIB et le chômage augmenterait de +50%, plus de 13 000 emplois étant concernés de façon directe et indirecte par cette filière, ce qui provoquerait un véritable seisme social.

De plus, la fermeture des usines entraînerait inéluctablement une diminution significative du rendement des prélèvements obligatoires, exacerbant les difficultés budgétaires actuelles, et plongeant la Nouvelle-Calédonie dans une crise systémique sans précédent.

Face à cette situation critique, et suite à la proposition de « Pacte pour le Nickel » par Monsieur Bruno Le Maire lors de sa visite sur le territoire, **nous souhaiterions pouvoir connaître la position officielle du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie sur ce dossier.**

Nous exhortons le Gouvernement à agir immédiatement pour éviter une catastrophe économique et sociale qui aurait des répercussions dévastatrices sur la Nouvelle-Calédonie.

Le silence actuel sur cette question, alors même que des mesures fiscales extrêmement lourdes continuent d'être prises au détriment des consommateurs, entrepreneurs et travailleurs calédoniens légitimement inquiets pour leur avenir, est incompréhensible et mérite d'être levé.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées.

**La Présidente du MEDEF-NC,
Madame Mimsy DALY**

